Question écrite du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale sur « Report d'échéance des cotisations sociales pour les agriculteurs et horticulteurs. » - 1/10/2015

Le bimensuel Union et Actions de l'UCM a fait état de la possibilité qui avait été laissée aux agriculteurs et horticulteurs de reporter l'échéance des cotisations trimestrielles pour les deux derniers trimestres de 2015 ainsi que les deux premiers trimestres de 2016. Toute demande devait être faite avant le 15 septembre 2015 et visait à soutenir les agriculteurs et horticulteurs subissant encore de plein fouet l'embargo russe. À titre d'exemple, les cotisations du troisième trimestre 2015 pourront être payées pour le 30 septembre 2016. Si aux échéances prévues les cotisations sont versées, aucune majoration ne pourra être réclamée. En cas de retard, une majoration pourra être réclamée par la caisse d'assurance. 1. D'autres reports ou mesures de ce type sont-ils prévus par le gouvernement afin de soutenir au mieux les agriculteurs et horticulteurs? 2. Quelles pourront être les sanctions liées à un éventuel retard dans le paiement des cotisations? Les risques encourus ont-ils clairement été diffusés auprès du secteur? 3. a) À ce jour, combien d'agriculteurs ou horticulteurs ont demandé un report d'échéance auprès de leur caisse d'assurance? b) Comment jugez-vous la publicité de cette mesure? c) Des critères étaient-ils requis, outre le fait d'être indépendant à titre principal et d'exercer une activité en tant qu'agriculteur ou horticulteur?

Réponse du Ministre

1. Le Gouvernement a pris différentes mesures en vue d'alléger les charges des agriculteurs comme celles que vous citez. Il s'agit notamment de la pérennisation des exonérations fiscales sur les aides de la PAC (20 millions d'euros par an) et la suppression (secteur porc) des cotisations et diminution (secteur bovin) des cotisations 2014-2015 au Fonds de santé animale. 2. Lorsque les cotisations des trimestres concernés n'ont pas complètement été payées dans le délai prévu (avant le 30 septembre 2016, le 15 décembre 2016, le 31 mars 2017 ou le 30 juin 2017 selon le cas), l'intéressé perd l'avantage du report de paiement, en d'autres termes, la renonciation 'automatique' aux majorations sur les cotisations qui ne sont pas complètement payées. Il sera donc redevable des majorations sur les cotisations concernées, comme s'il n'avait pas obtenu de report de paiement. Cependant, la possibilité existe encore de demander une remise "ordinaire" des majorations (en cas de force majeure ou d'autres cas dignes d'intérêt). Les prestations dont, le cas échéant, il a été bénéficié, seront considérées comme indûment payées et doivent être récupérées par l'organisme de paiement (la caisse, la mutualité ou l'ONP), compte tenu des délais de prescription en vigueur pour chaque secteur. Dans les instructions aux caisses, l'attention est attirée sur le fait que les caisses sont tenues de signaler clairement à leurs membres qui demandent l'application de la mesure les conséquences précitées (c.-à-d. la perte du bénéfice de la mesure et la récupération des prestations indûment payées) qui résultent du non-paiement dans le délai prescrit des cotisations visées par la mesure. 3. a) 224 demandes ont été approuvées. b) La mesure a été publiée via le site web de différentes caisses d'assurances sociales et via leurs bulletins d'informations. La publicité à cet égard a été plutôt bonne. c) La mesure vaut pour chaque travailleur indépendant à titre principal et pour chaque conjoint aidant en maxi-statut, dont l'entreprise agricole ou horticole est victime de l'embargo russe. Concrètement, il s'agit d'entrepreneurs qui relèvent d'un des codes NACE suivants: 1.110, 1.120, 1.130, 1.140, 1.150, 1.160, 1.191, 1.199, 1.210, 1.220, 1.230, 1.240, 1.250, 1.260, 1.270, 1.280, 1.290, 1.301, 1.309, 1.410, 1.420, 1.430, 1.440, 1.450, 1.461, 1.462, 1.471, 1.472, 1.479, 1.490, 1.500, 1.610, 1.620, 1.630 ou 1.640. Il n'y a pas d'autres conditions.